

[A propos](#)[Contact](#)[Membres](#)[Boutique](#)[Faire un don](#)

Taille du texte:

Imprimez: [d'une Syrienne sur son pays](#)[Conflit étudiant – L'amnistie générale pour les étudiants inculpés](#)[Les](#)

## La une

[Grèce-Allemagne : qui doit à qui ?](#)[Le Mali, nouvelle victime désignée d'actives ingérences néocoloniales françaises](#)[Le Pacte budgétaire européen](#)[Une bombe dans les champs d'OGM](#)[Des géants du médicament condamnés à 11 Mds de dollars pour leurs méfaits](#)[Pourquoi Israël se réjouit tant des tensions entre le Canada et l'Iran...](#)[Retour sur Ground Zero](#)[Benoit XVI au Liban: rejet du fondamentalisme et appel à l'arrêt de l'envoi d'armes en Syrie](#)[Tony Blair doit être jugé à la Haye pour](#)[Tous les articles](#)

## ACTUALITÉS

### LES PLUS PARTAGÉS

#### RÉGIONS

#### THÈMES

#### ANALYSES

Inscrivez-vous à la Newsletter\*

OK

## Faire un don maintenant

[Recherche](#)[Liste des pays](#)[Auteurs](#)


**100 bestbuy**  
**Nokia Lumia 800**

**Contest** Pay & get a chance to win

MRP: Rs. 31699/-  
**Special Price: Rs. 399/-**

Pay just Rs 399 for an instant chance to win Nokia Lumia 800 worth Rs 31699. You either win or we refund 100% of your money!

**You Save: Rs. 31300/-**

**Buy Online**

[Suivre Mondialisation.ca](#)

# On a oublié le droit humain à l'eau

De [Riccardo Petrella](#)

Global Research, octobre 03, 2012

[Le Devoir.com \(Libre opinion\)](#)Thème: [Environnement](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Dans le cadre des travaux de l'annuelle Assemblée générale de l'ONU, les ministres des Affaires étrangères de plusieurs pays ont tenu une rencontre spéciale sur la crise de l'eau, qui vient de se dérouler du 23 au 29 septembre. À la base de cette rencontre se trouvait le Conseil InterAction (IAC), un groupe de 40 anciens chefs d'État et de gouvernement, présidé par l'ex-premier ministre canadien, Jean Chrétien.

Or, l'IAC confirme dans un nouveau rapport (*The Global Water Crisis: Addressing an Urgent Security Issue*) que la planète est confrontée à une crise de l'eau grandissante et que l'impact futur de la rareté de l'eau pourrait être dévastateur. Dès lors, le

groupe demande à juste titre au Conseil de sécurité de se pencher spécifiquement sur la sécurité de l'eau et de considérer la question de la ressource eau comme l'une des principales préoccupations de la communauté internationale.

Une initiative louable si il n'y avait pas un hic: dans sa démarche, l'IAC non seulement oublie de mentionner la question fondamentale du droit humain à l'eau et la priorité de la concrétisation de ce droit pour 3 milliards d'êtres humains, mais établit volontairement une opposition artificielle entre la protection, la conservation et le bon usage efficient et économique de la ressource eau — qu'il considère absolument prioritaires — et le droit humain à l'eau qu'il ignore, voire considère comme un faux problème et un obstacle à une bonne gestion de l'eau et à la solution de la crise mondiale de l'eau. Étonnant ? Oui et non.

## Marchandisation de l'eau

Pour bien comprendre la nature de l'enjeu en cause, il faut rappeler qu'en 1992, sous la pression de la Banque mondiale et du monde des affaires, la communauté internationale affirme pour la première fois dans l'histoire que l'eau doit être considérée principalement comme un bien économique — non plus comme un bien social, collectif — et donc soumis aux principes et aux mécanismes de l'économie. Sur cette base, la marchandisation de l'eau et la libéralisation et la privatisation des services hydriques prennent une envolée rapide à travers le monde.

La financiarisation s'en suit massivement. Depuis, on travaille avec acharnement à la monétisation de l'eau en tant que telle (donner une valeur monétaire marchande aux fleuves, aux nappes, à l'eau de pluie, aux glaciers, etc.) dans le cadre de la monétisation généralisée de la nature.

L'approche économique devient omniprésente, elle s'impose en tant que norme, voire dogme. La politique de l'eau devient essentiellement une politique de gestion optimale, par rapport au capital investi, d'une ressource naturelle et industrielle de plus en plus rare.

Les mobilisations et les luttes des peuples, des paysans, des populations autochtones, des citoyens opposés à un tel asservissement de la conception de la vie et de la vision de la planète Terre aux logiques marchandes et financières n'ont pas réussi à renverser la tendance. La domination des intérêts des grands groupes industriels, financiers et commerciaux est adamantine, globale, à quelques rares exceptions. Leur victoire politique et culturelle semble sans faille, définitive.

Puis, grâce à un petit pays comme la Bolivie, une dynamique internationale s'affirme et le 28 juillet 2010, l'Assemblée générale des Nations unies adopte une résolution reconnaissant l'accès à l'eau potable et à l'assainissement comme un droit humain, c'est-à-dire universel, indivisible et imprescriptible. Quelques mois après, le droit humain à l'eau est inclus dans la catégorie des



Mondialisation.ca sur Twitter

Crise Malienne: Quel sort pour les réfugiés ?  
<http://t.co/MTLMvOgL> via @grtvnews about  
 32 minutes ago from Tweet Button

Suivre @CRM\_CRG · 290 abonnés

Nos livres (anglais)



**Towards a World War III Scenario**

by Michel Chossudovsky

Buy Now!



**America's "War on Terrorism"**

by Michel Chossudovsky

Buy Now!



**Globalization of Poverty and the New World Order**

by Michel Chossudovsky

Buy Now!



**Seeds of Destruction: Hidden Agenda of Genetic Manipulation**

by F. William Engdahl

Buy Now!



**SPECIAL: America's "War on Terrorism" + Globalization of Poverty**

by Michel Chossudovsky

Buy Now!



**SPECIAL: Global Economic Crisis + Globalization of Poverty**

by Michel Chossudovsky

Buy Now!



**The Global Economic Crisis**

by M. Chossudovsky and A. G. Marshall

Buy Now!

Boutique en ligne

droits justiciables.

### Victoire de la loi juste

Ce fut une grande victoire du droit, de la loi juste, une formidable avancée politique et culturelle réalisée à l'échelle de l'institution politique mondiale la plus représentative de la communauté internationale. Ce fut un choc pour les groupes dominants dont l'opposition à cette résolution se révéla perdante. La résolution fut adoptée à une grande majorité contre la volonté de la plupart des États du «Nord» (États-Unis, Canada, Australie, Japon, Nouvelle-Zélande et 16 États membres sur 27 de l'Union européenne parmi lesquels les plus combatifs furent le Royaume-Uni et la Pologne....).

Les États «perdants» n'ont pas attendu longtemps pour essayer d'effacer l'importance et l'influence de la résolution qui, évidemment, met en question la primauté économique marchande. La résolution a en outre trouvé un soutien remarqué dans le dernier document sur l'eau publié en mars 2012 par le Saint Siège. Pour la première fois dans l'histoire récente, l'Église Catholique affirme clairement que l'eau n'est pas une marchandise et qu'il faut garantir le droit humain à l'eau pour tous. En outre, elle abandonne la position de neutralité vis-à-vis à la question de la propriété et de la gestion de l'eau. Le document du Vatican penche en faveur de l'eau bien commun et d'une gestion plutôt publique que privée marchande.

Ils ont cherché à éviter toute référence au droit à l'eau dans le document final soumis à l'adoption du Sommet de la Terre de l'ONU Rio + 20. Le Canada a été le dernier pays à abandonner la tentative juste trois jours avant la remise du projet du document final aux États participants au Sommet. Oublier, faire comme si la résolution de l'ONU n'avait pas été adoptée ou n'avait aucune valeur. La stratégie de l'oubli a été aussi adoptée par la Commission européenne, dont on connaît la nette orientation marchande et productiviste en matière d'eau et des services publics locaux. Dans le document que la Commission a soumis entre mai et juillet 2012 à une consultation non contraignante en vue de la rédaction du document Plan de sauvegarde des Eaux d'Europe, elle ne mentionne pas le droit à l'eau et à l'assainissement.

### Et les aspects sociaux et humains?

Les 12 enjeux qui, selon la Commission européenne, marqueront la politique européenne de l'eau pour la période 2016-2030 sont tous d'ordre naturel, environnemental et économique. La seule manifestation d'intérêt aux aspects sociaux et humains concerne une rapide référence aux objectifs du développement du millénaire de l'ONU en matière d'eau. Or, le document de la Commission qui sera rendu public en novembre 2012 est destiné à devenir la bible de la politique européenne de l'eau jusqu'en 2030.

Plus forte encore que la stratégie de l'oubli, les opposants au droit humain à l'eau ont adopté la stratégie de la ressource, à savoir mettre tout l'accent sur la rareté de l'eau en tant que ressource naturelle fondamentale et essentielle pour la vie économique et donc pour l'agriculture, l'énergie, pour l'industrie. La thèse est devenue la suivante: s'il n'y a pas d'eau en quantité suffisante et qualité adéquate, il n'y a pas de droit réel à l'eau.

Apparemment logique, cet argument est profondément mystificateur car le «vrai» message qui en découle est qu'il faut avant tout garantir une gestion économiquement rentable de l'eau si l'on veut disposer des énormes capitaux financiers privés nécessaires pour contrecarrer la rareté de l'eau, la finance publique étant incapable d'y faire face. Si la rentabilité est assurée, affirment-ils, l'économie mondiale trouvera les ressources financières et on pourra permettre à tous l'accès à l'eau moyennant, évidemment, paiement et un prix de l'eau abordable et croissant au prix du marché. Au contraire, affirment-ils aussi, si l'on met à l'avant-scène le droit universel à l'eau, qui plus est sur la base du principe de la gratuité du droit, les capitaux privés fuiront sous forme d'évasion fiscale et d'orientation vers d'autres secteurs rentables.

### Une escroquerie

Cette opposition entre «ressource» et «droit» appliquée à l'eau est tout simplement une escroquerie scientifique et politique. En réalité, les groupes sociaux dominants riches ainsi que les grandes entreprises transnationales industrielles et commerciales ne veulent pas partager la prise en charge du droit à la vie de tous les êtres humains et le droit du vivant de notre Planète. Ce qui intéresse les industries informatiques et des télécommunications, dont les besoins en eau de très grande pureté sont considérables, c'est qu'elles puissent continuer à inonder le monde de iPad, iPhone, ordinateurs et téléphones mobiles.

Le fait qu'il y ait davantage de personnes ayant accès aux téléphones mobiles qu'aux toilettes ne constitue pas un problème, du moins pour elles, bien que l'on sache qu'on peut vivre sans iPad ou téléphones mobiles alors que, d'après l'UNICEF, cinq mille enfants meurent chaque jour à cause de maladies dues au manque d'accès à l'eau.

De même, Coca-Cola s'inquiète de la pénurie croissante d'eau parce que l'eau est sa principale matière première et elle craint une aggravation de la crise de l'eau. C'est pour cette raison qu'elle cherche à introduire des techniques permettant de diminuer ses besoins d'eau pour pouvoir maintenir sa capacité de produire toujours plus de boissons (en 2008 elle a employé 831 millions de litres par jour, suffisant pour alimenter en Europe une ville de plus de 2 millions d'habitants). Le même discours vaut pour Nestlé, Danone, Pepsi-Cola, Buitoni, Inbev, Monsanto, Syngenta,

General Electric, Unilever, BASF ainsi que Alcoa, Rio Tinto (on sait que les industries minières figurent parmi les plus gros utilisateurs d'eau).

Même les compagnies d'assurance sont préoccupées par l'augmentation en nombre et intensité des catastrophes liées aux sécheresses et inondations. Aucune de ces entreprises ne s'active dans le domaine de l'eau en raison d'une passion soudaine pour l'environnement ou par souci de permettre à tout le monde d'avoir accès à l'eau. Pas d'altruisme ni d'écologisme.

Ce qui les pousse à agir est maîtriser le prix de l'eau dans une optique de préservation d'un niveau élevé de profits pour leurs actionnaires. Peut-on dans ces conditions s'étonner que les États, de plus en plus soumis aux intérêts des plus forts, abondent du côté de la gestion optimale de la ressource plutôt que du côté du droit à l'eau, à la vie ? Alerte. Il en va du devenir de l'humanité.

#### Ricardo Petrella

**Riccardo Petrella** : *Président de l'Institut européen de recherche sur la politique de l'eau à Bruxelles*

- - - 0 - - -

Articles de :

**Riccardo Petrella**

#### Sur le même sujet:

##### **Mobilisons-nous et protestons contre Bush, Harper et Calderón lors de leur rencontre du PSP à Montebello (Québec)**

En août prochain, George Bush, Stephen Harper et Felipe Calderón seront à 90 minutes de Montréal, à Montebello, Qc! Mobilisons-nous et protestons contre Bush, Harper et Calderón lors de leur rencontre du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP).

19 21 AOÛT 2007 MONTEBELLO, QUÉBEC (Entre Ottawa et Montréal):

Il y aura une journée d'action contre le PSP, le LUNDI 20 AOÛT, À 15H00, au Château Montebello (ou aussi près que possible de Montebello)....

##### **Tripoli : le Réseau Voltaire s'inquiète des menaces de mort qui pèsent sur Mahdi Darius Nazemroaya et Thierry Meyssan**

Tripoli : le Réseau Voltaire s'inquiète des menaces de mort qui pèsent sur Mahdi Darius Nazemroaya et Thierry Meyssan

Réseau Voltaire, lundi 22 août 2011, 13h20 GMT – Le Réseau Voltaire s'inquiète des menaces qui pèsent sur deux de ses collaborateurs à Tripoli....

##### **Golfe arabo-persique: Bouc émissaire idéal de la faillite du système financier occidental (première partie)**

Cet article est la première partie de trois articles: Golfe arabo-persique: Bouc émissaire idéal de la faillite du système financier occidental, Les pétromonarchies arabes face à un triple péril démographique, militaire et domestique L'angloshère Wasp (white anglo saxon protestant) ne constitue plus le centre de l'Amérique, pas plus que les Etats-Unis ne constituent désormais le centre de l'Occident, ni l'Occident, le centre du monde Paris, 6 novembre 2008 – Le G-20, le groupement des vingt premières puissances économiques du monde, se tient le 15 Novembre à New York afin de tenter de remédier au dérèglement du système bancaire occidental, dans une démarche qui signe la cooptation forcée des pays extra-occidentaux dans la prescription d'un nouvel ordre financier international....

##### **L'occupation et la fermeture de Rafah empêchent le centre de la paix de participer à une rencontre sur la non violence**

L'occupation et la fermeture de passage de Rafah au sud de la Bande de Gaza par les forces de l'occupation israélienne empêchent le centre de la paix de l'université Al-Aqsa de Gaza de participer à une rencontre internationale sur la non violence qui déroulera à Amman en Jordanie du 28 octobre au 5 novembre 2006....

##### **Golfe arabo-persique: Bouc émissaire idéal de la faillite du système financier occidental (première partie)**

Cet article est la première partie de trois articles: Golfe arabo-persique: Bouc émissaire idéal de la faillite du système financier occidental, Les pétromonarchies arabes face à un triple péril démographique, militaire et domestique L'angloshère Wasp (white anglo saxon protestant) ne constitue plus le centre de l'Amérique, pas plus que les Etats-Unis ne constituent désormais le centre de l'Occident, ni l'Occident, le centre du monde Paris, 6 novembre 2008 – Le G-20, le groupement des vingt premières puissances économiques du monde, se tient le 15 Novembre à New York afin de tenter de remédier au dérèglement du système bancaire occidental, dans une démarche qui signe la cooptation forcée des pays extra-occidentaux dans la prescription d'un nouvel ordre financier international....

Disclaimer: The contents of this article are of sole responsibility of the author(s). The Centre for Research on Globalization will not be responsible for any inaccurate or incorrect statement in this article. The Center of Research on Globalization grants permission to cross-post original Global Research articles on community internet sites as long as the text & title are not modified. The source and the author's copyright must be displayed. For publication of Global Research articles in print or other forms including commercial internet sites, contact: publications@globalresearch.ca

www.globalresearch.ca contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available to our readers under the provisions of "fair use" in an effort to advance a better understanding of political, economic and social issues. The material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving it for research and educational purposes. If you wish to use copyrighted material for purposes other than "fair use" you must request permission from the copyright owner.

For media inquiries: media@globalresearch.ca